



## **POLITIQUE DE L'INSTITUT MINES-TELECOMS**

### **Quand la direction demande à ses soutiers de créer toujours PLUS avec toujours MOINS !**

**A**près la parodie de la concertation salariale qui conduit une fois de plus à une baisse organisée du pouvoir d'achat, après le gel des repères de rémunération (sauf la revalorisation légale et obligatoire du SMIC), après une croissance des effectifs très excessive à la tête de l'Institut alors que les effectifs sont en baisse dans les écoles (moins 5 emplois en 2013 sur chaque site, en attendant confirmation de la baisse prévue en 2014), la direction générale et la Direction du budget, avec la complicité des directions des écoles et du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET), continuent de nous mener droit dans le mur en sortant de leur chapeau le COP... !!!

Le Contrat d'objectifs et de performance (COP) avec l'État pour la période 2013-2017 basé dès le départ sur une hypothèse inacceptable, à savoir la stabilité des moyens apportés par l'État en euros constants, nous engage dans un processus de croissance de notre production en enseignement et en recherche de plus 10 % à plus de 100 % en 5 ans selon les indicateurs suivants:

- + 21% de diplômés
- + 12 % des effectifs des élèves ingénieurs/managers dont + 40 % sous statut salarié
- + 20% du nombre de partenariats actifs avec des PME et ETI
- + 15% d'étudiants étrangers
- + 14% du nombre de publications de rang A
- + 108% du nombre de marchés et accords mutualisés
- Et ... + 0% pour renforcer le développement des personnels !!!

Ces chiffres ne sont pas négociables.

**Ces objectifs sont imposés hors de toute concertation avec les personnels ou leurs représentants, que ce soit au niveau des écoles ou du groupe !**

Cela reviendrait à imposer à l'IMT des gains de productivité 2 à 3 fois supérieurs à ceux de l'économie française alors même qu'il est connu de tous les experts de la question que de tels gains sont, même en période « normale », quasi impossibles à réaliser dans des activités telles que les nôtres. Cela revient aussi à mettre la charrue avant les bœufs en considérant comme acquises des économies d'échelle à venir dont chacun sait qu'elles demandent du dialogue social et du temps.

Nous nous sommes engagés sans faille pour augmenter tous les indicateurs depuis de longues années. Pour quels résultats ? Le personnel est à bout, les conditions de travail se dégradent, le pouvoir d'achat ne cesse de chuter. On nous affirme que l'État risque de nous donner encore moins de moyens. Que les choses soient claires et que chacun prenne ses responsabilités. Si l'État considère que la formation est prioritaire, il faut s'en donner les moyens, et s'il n'y a plus de moyens, il faut donc revoir les autres objectifs à la baisse !

En réponse à nos demandes de moyens dans les écoles et pour les personnels supports de la DG, la direction crée un nouveau poste de directeur scientifique adjoint (Rappel : pour la DG 40 % d'effectifs en plus sur 8 ans, dont + 12 % entre 2011 et 2012) !

En fait, la stratégie du toujours plus avec toujours moins, ne profite qu'au sommet de la DG qui récolte les fruits du travail de la base en se réservant des postes à très hautes responsabilités et en se répartissant au mieux les miettes de la disette alors même que les effectifs sont en baisse dans les écoles.

Deux mondes se séparent irrémédiablement et ces deux mondes ne se comprennent plus ! Nos dirigeants, craignant pour leur train de vie, nous en demandent donc encore plus pour amadouer Bercy, notamment la direction du Budget.

**Nous n'acceptons plus d'être pris pour de simples faire-valoir !**

**Nous n'acceptons plus ces parodies de concertation et de négociation !**

**Nous refusons le DIKTAT du COP qui serait le chant du cygne de l'IMT !**

**Mobilisons nous très nombreux contre cette politique comptable à courte vue !**

*Le 22 octobre 2013  
L'intersyndicale-CFDT, CFE-CGC, CGT-SUD*